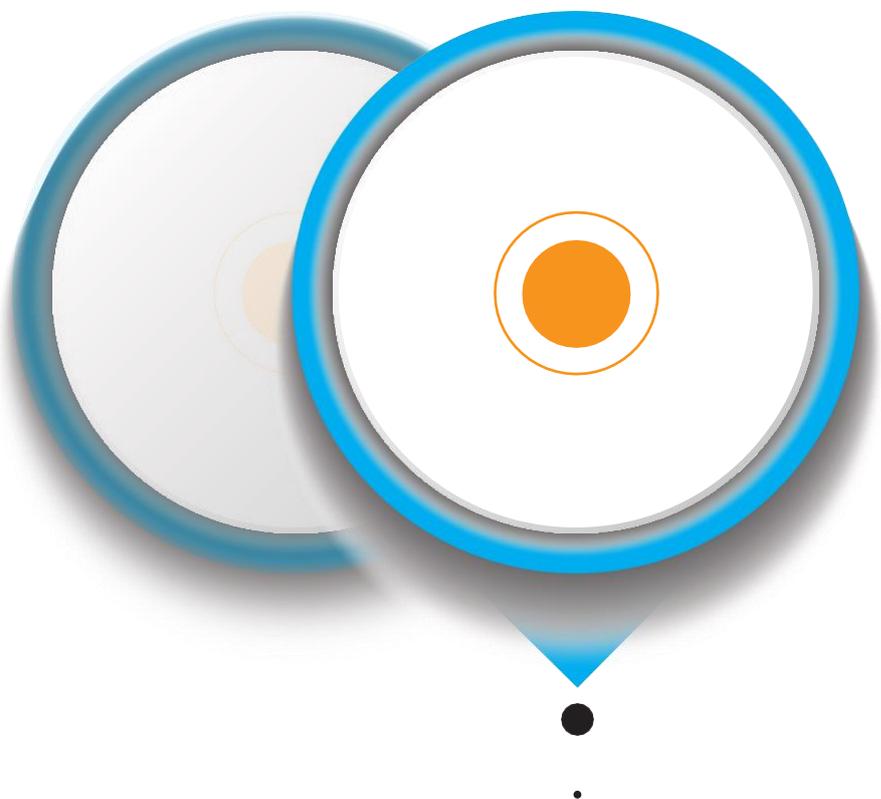


MISE EN ACTIVITÉ À PARTIR DE LA NOTE DE FRANCE STRATÉGIE

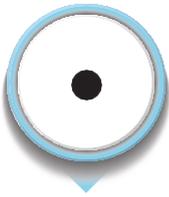
L'action climatique : un enjeu macroéconomique
novembre 2022, n° 114

LIVRET ÉLÈVES - PARTIE 1



Valentin DUFOUR, Bastien PERRIN
Professeurs de Sciences Economiques et Sociales
au lycée Marie de Champagne (Troyes) – Académie de
Reims

Jean Pisani-Ferry et Selma Mafhouz,
« L'action climatique : un enjeu macroéconomique



I. RÉFÉRENCE AUX PROGRAMMES

Nous proposons ici une mise en activité en lien avec l'enseignement SES du programme de terminale générale. Cette mise en activité comporte deux parties, chacune en lien avec un chapitre différent :

- La première partie porte sur le chapitre d'économie : « Quelles sont les sources et les défis de la croissance économique ? »
- La seconde partie porte sur le chapitre de regards croisés : « Quelle action publique pour l'environnement ? »

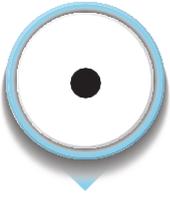
Prérequis de classe de Première

Pour traiter ce sujet, des notions et des objectifs d'apprentissage abordés en classe de première sont mobilisés :

Chapitre	Objectifs
<ul style="list-style-type: none">• Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?	<ul style="list-style-type: none">• Savoir illustrer et interpréter les déplacements des courbes.
<ul style="list-style-type: none">• Quelles sont les principales défaillances de marché ?	<ul style="list-style-type: none">• Comprendre que le marché est défaillant en présence d'externalités et être capable de l'illustrer par un exemple (notamment celui de la pollution) ;• Comprendre que le marché est défaillant en• Être capable d'illustrer l'intervention des pouvoirs publics face à ces différentes défaillances.
<ul style="list-style-type: none">• Comment les agents économiques se financent-ils ?	<ul style="list-style-type: none">• Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE DE TERMINALE MOBILISÉS POUR CETTE ACTIVITÉ :

Chapitre	Objectifs
<ul style="list-style-type: none">• Quelles sont les sources et les défis de la croissance économique ?	<ul style="list-style-type: none">• Comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs ;
<ul style="list-style-type: none">• Quelles sont les principales défaillances de marché ?	<ul style="list-style-type: none">• Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation ;• Savoir que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice ;• Comprendre qu'une croissance économique soutenable se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources, la pollution et le réchauffement climatique) et que l'innovation peut aider à reculer ces limites.



- **Quelle action publique pour l'environnement ?**
- **Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne, mondiale) :**
- **Connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ;**
- **Comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique.**

Objectifs d'apprentissage concernant l'utilisation des données quantitatives et des représentations graphiques :

- Calcul, lecture et interprétation de pourcentages de répartition.
- Calcul, lecture et interprétation de taux de variation et de coefficient multiplicateur.
- Lecture et interprétation de représentations graphiques.

II. SYNTHÈSE DE LA NOTE

Macroéconomie et transition climatique

L'Union Européenne et la France se sont fixé des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre. Ces objectifs impliquent de changer notre modèle de développement. Les mesures nombreuses qui doivent être prises auront un impact macroéconomique fort : leurs conséquences se feront ressentir sur

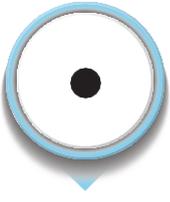
Jusqu'à présent, ces impacts ont trop peu été pris en compte, ou de façon trop optimiste. Il est important de ne pas négliger l'ampleur des efforts que ces transformations demanderont, ni l'ampleur des bouleversements économiques qu'elles occasionneront.

Les mécanismes économiques mis en œuvre

Trois mécanismes principaux doivent pouvoir être mis en œuvre pour atteindre ces objectifs environnementaux.

Le premier consiste à remplacer les combustibles fossiles par la production d'énergie renouvelable nécessitant du capital : le recours à des équipements initialement coûteux (panneaux photovoltaïques, éoliennes par exemple) doit permettre une réduction future de la consommation d'énergies fossiles. Les estimations des investissements nécessaires varient, mais ils devraient représenter une part non négligeable du PIB (autour de 2,5 points).

Le second consiste à réorienter les efforts en recherche et développement, afin de permettre un progrès technique dans les technologies « vertes », c'est-à-dire favorable au développement durable, au détriment des technologies « brunes », plus polluantes, qui concentrent encore à l'heure actuelle une part trop importante des innovations.



La troisième voie n'est pas essentiellement centrée sur l'offre, mais plutôt sur la demande : il s'agit de modérer la consommation énergétique, en particulier grâce à un changement des pratiques des consommateurs. Celles-ci doivent passer par plus de sobriété, à la fois dans les déplacements, la taille des équipements et la fréquence de leur utilisation, et par davantage de partage et de coopération dans les usages.

Ces trois mécanismes devront être associés, mais un arbitrage des pouvoirs publics sera nécessaire. Il faudra parfois choisir entre des investissements dans les technologies actuelles, qui permettront des augmentations immédiates de capital, et un financement de la recherche, pour favoriser des technologies futures, potentiellement plus performantes.

Les incidences économiques de la transition climatique

La transition aura des impacts macroéconomiques forts, et induira des risques pour les entreprises. S'il est probable que la hausse nécessaire des investissements stimule l'activité économique et l'emploi, elle pourrait aussi créer un choc d'offre. Le PIB pourrait en être affecté, à la fois par l'intégration du coût du carbone dans les prix, qui aura pour conséquence une hausse des coûts de production, mais aussi par la réallocation nécessaire d'une part des investissements vers des technologies vertes.

Les conséquences d'une combinaison d'effets négatifs sur l'offre et positifs sur la demande peuvent être multiples : inflation, hausse des taux d'intérêt ou du déficit extérieur par manque d'épargne. La raréfaction des combustibles fossiles, la concentration des efforts de Recherche & Développement dans les technologies vertes pourraient avoir un impact négatif sur la productivité, mais il est possible que cet impact soit temporaire. Les effets de la sobriété sont débattus : ils pourraient soit réduire soit réorienter la consommation globale de biens et de services.

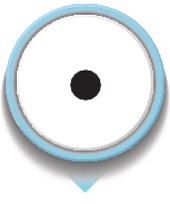
La transition risque d'entraîner une réallocation des facteurs de production, avec des impacts importants pour les entreprises, les professions, les territoires. Une partie des compétences et des équipements ne seront plus adaptés aux modes de production durables, ce qui nécessitera un accompagnement de la part des pouvoirs publics ; c'est le cas par exemple dans l'industrie automobile avec le passage des moteurs thermiques au moteur électrique qui implique d'apporter une réponse aux suppressions de certains emplois et à la fermeture de certaines unités de production.

D'autres enjeux majeurs sont à appréhender pour les pouvoirs publics. Ces investissements écologiques auront un coût, qui ne pourra être financé par la seule fiscalité carbone. Les politiques menées devront gagner en lisibilité, pour inciter les acteurs privés à réaliser les investissements nécessaires. Les Etats devront à la fois tenir leurs engagements et permettre des anticipations de l'évolution du prix du carbone

Les conditions du succès de ces politiques

La transformation attendue doit être de grande ampleur, mais elle semble réalisable à un coût modéré. Les pratiques des producteurs et celles des consommateurs se sont d'ores et déjà transformées. Toutefois, la population reste méfiante, et son soutien aux politiques menées demeure insuffisant, notamment par crainte de sacrifices auxquels elle devra consentir.

Les États, en particulier la France, doivent donc créer un consensus autour des instruments à mettre en œuvre. Pour cela, il leur faut à tout prix tenir leurs engagements écologiques. Ils doivent anticiper avec le plus de précision possible les conséquences économiques de la transition, notamment pour accompagner les agents économiques que le changement pourrait mettre en difficulté.



La substitution d'énergies renouvelables aux énergies fossiles, nécessitant un investissement en capital, devrait être dès maintenant majeure, tandis qu'à plus long terme les innovations technologiques pourraient contribuer plus fortement à la réduction des émissions.

Il faudra enfin s'accorder sur les stratégies de financement des dépenses publiques, nécessairement accrues. Une coordination européenne mais plus encore une articulation plus calibrée entre les niveaux national et communautaire est à mettre au point.

III. DES ACQUIS DE PREMIERE POUR APPREHENDER LES ENJEUX CLIMATIQUES

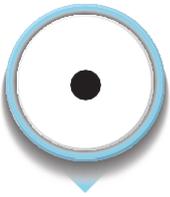
Les conséquences de l'exploitation du pétrole de schiste aux Etats-Unis



Source : [Reportage FranceTV info du 09/02/2016](#)

Questions

- **Q1.** *Illustrez les externalités négatives que des agents économiques peuvent subir du fait de l'exploitation du pétrole de schiste sans qu'ils ne soient indemnisés.*
- **Q2.** *Pourquoi les compagnies pétrolières ne sont-elles pas incitées à réduire leur activité de forage ?*
- **Q3.** *À l'aide des 2 questions précédentes, rappelez la définition d'une externalité.*
- **Q4.** *En quoi le pétrole de schiste naturel peut-il être qualifié de bien commun ?*



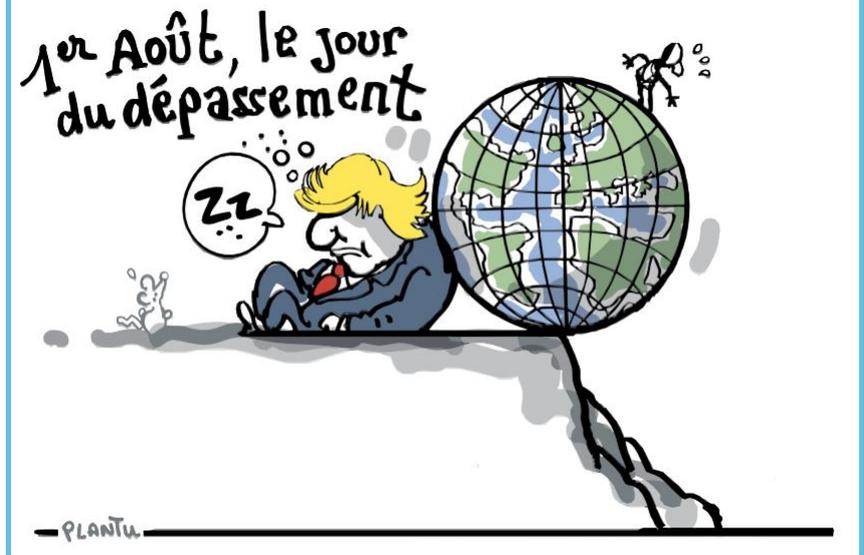
IV. SENSIBILISATION

En introduction à cette activité, nous proposons un travail sur la notion de jour de dépassement à partir d'un document

Source:
Le Monde – 02/08/2018

Précisions

Le personnage représenté dans ce document est Donald Trump, président des États-Unis de 2017 à 2021



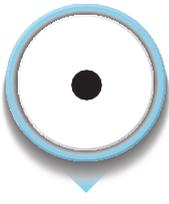
Q1. Recherchez à quoi correspond le jour du dépassement.

Combien de planètes Terre faudrait-il si la population mondiale vivait comme les habitants en...



Source: Global Footprint Network National Footprint Accounts 2019





Q2. Recherchez quelle était la date du jour de dépassement en 1990, en 2006 et en 2022. Que pouvez-vous en conclure ?

Q3. Quels sont les risques induits par la surconsommation et la surproduction de richesses par l'Humain ?

L'exercice de sensibilisation peut être prolongé en demandant aux élèves de calculer leur empreinte écologique : <http://www.footprintcalculator.org/fr/quiz/0/food/category>.

Les élèves doivent répondre à plusieurs questions concernant leur alimentation, l'utilisation d'emballages plastiques, la consommation énergétique de leur logement, etc. Après avoir répondu aux questions, le site web calcule leur empreinte écologique.

Voici un exemple de question posée dans le questionnaire :



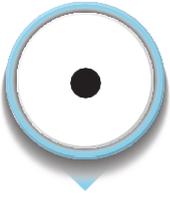
V. PROBLÉMATIQUES

La poursuite de la croissance économique mondiale mène à l'épuisement du capital naturel et au dérèglement climatique. Les externalités négatives induites mettent en danger sa soutenabilité.

Le GIEC désigne le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, organisme institué par les Nations Unies. Il est chargé d'évaluer la réalité, les causes et les conséquences du changement climatique en cours. En s'appuyant sur leurs expertises, les pouvoirs publics tentent de prendre des mesures de nature à déclencher un processus de transition climatique. Cependant, si le coût de la non-action est très important, celui de l'action climatique n'est pas sans impact sur la santé économique des Etats. L'action climatique présente également des risques appelés « risques de transition ».

Les enjeux de la transition climatique peuvent être identifiés comme suit.

- Quel est l'impact de la transition climatique sur la santé économique des États ?
- À quelles difficultés économiques et sociétales les politiques climatiques sont-elles confrontées ?



VI. QUIZ

Q1. La transition climatique devrait avoir un impact négatif sur

- A Les entreprises pourraient être moins productives.
- B Les entreprises pourraient vouloir limiter massivement leurs investissements à des investissements de remplacement du capital obsolète.
- C Les investissements en R&D seront moins nombreux.
- D Les pays les plus actifs dans la transition climatique risquent d'être moins compétitifs en raison de la hausse des coûts de production et ainsi de subir plus de délocalisations avec une perte de leur base industrielle

Q2. Les actions de sobriété

- A L'offre des entreprises.
- B La demande des agents économiques.

Q3. La transition climatique peut devenir

- A La demande d'énergies fossiles va augmenter. L'offre d'énergies fossiles va baisser.
- B La demande de facteurs de production moins polluants de la part des entreprises va augmenter.
- C Les quantités offertes par les entreprises vont diminuer.

Q4. Quel objectif de réduction des Gaz à Effet de Serre (GES) a été fixé dans le pacte vert pour l'Europe ?

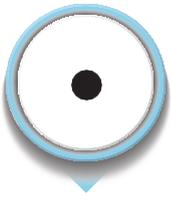
- A Réduire le volume des émissions de GES de 15 % entre 1990 et 2030.
- B Réduire le volume des émissions de GES de 35 % entre 1990 et 2030.
- C Réduire le volume des émissions de GES de 55 % entre 1990 et 2030.

Q5. À court terme (horizon 2030), quels mécanismes mis en place pour impulser la transition climatique sont-ils les plus efficaces ?

- A La substitution du capital aux combustibles fossiles.
- B Les efforts de réorientation du progrès technique.
- C La modification des comportements de consommation.

Q6. Suite à la mise en place d'une politique de transition climatique, comment la productivité globale des facteurs peut-elle

- Elle va diminuer.
- Elle va augmenter.
- Elle va diminuer de façon temporaire.



Q7. *Les actions de sobriété auront obligatoirement des conséquences négatives sur le bien-être de la population.*

- A Vrai
- B Faux

Q8. *Quel pays de l'Union Européenne est le seul à ne pas avoir atteint, en 2020, les objectifs de développement des énergies renouvelables*

- A La Bulgarie
- B La Grèce
- C La France

Q9. *En quelle année la vente de véhicules thermiques devrait-elle être interdite dans l'Union Européenne ?*

- A 2030
- B 2035
- C 2050

Q10. *Dans le monde, les recettes procurées par les taxes sur les émissions de carbone et la vente de quotas carbone sont :*

- A Largement supérieures aux subventions directes pour les énergies fossiles
- B Approximativement équivalentes aux subventions directes pour les énergies fossiles
- C Inférieures aux subventions directes pour les énergies fossiles

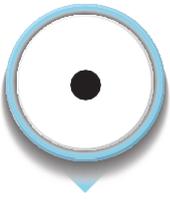
PARTIE 1 : L'IMPACT DE LA TRANSITION SUR LA CROISSANCE

Exercice 1 : présentation des mécanismes sur lesquels la transition énergétique repose.

OBJECTIFS :

- Comprendre que la transition climatique repose sur des mécanismes qui ont un impact à la fois sur l'offre et sur la demande.
- Comprendre comment l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance.
- Illustrer les différents leviers de la transition climatique.

Q1. *D'après la note n° 114 de France Stratégie portant sur les enjeux macroéconomiques de l'action climatique, quels sont les 3 mécanismes sur lesquels repose la transition climatique ? Vous répondez en indiquant pour chacun d'eux s'il affecte l'offre ou la demande.*



Q2. Reliez chacun des articles ci-dessous à l'un des mécanismes présentés dans la question 1.

Article 1 : Dans les fast-foods, la fin de la vaisselle jetable

« *Le jetable dans les fast-foods, c'est vraiment fini !* », annonçait sur Twitter, le 6 décembre 2022, le ministre de la transition écologique, Christophe Béchu. Une référence à l'interdiction de la vaisselle jetable dans la restauration rapide pour les repas pris sur place, une mesure pionnière en Europe entrée en vigueur le 1^{er} janvier. Cette mesure marque une nouvelle étape sur le long chemin vers la sortie du plastique à usage unique, fixée à l'horizon 2040 par la loi anti gaspillage de 2020, après l'interdiction des pailles

Selon les estimations du ministère de la transition écologique, la mesure devrait permettre d'éviter de jeter 20 milliards de couverts, gobelets, assiettes et autres contenants à usage unique, soit environ 150 000 tonnes de déchets par an. Les grandes enseignes de restauration rapide, qui servent environ 6 milliards de repas par an dans 40 000 établissements, sont particulièrement ciblées par la loi – qui s'applique aussi à la restauration collective. L'association Zero Waste France, qui avait poussé cette mesure dès 2017 lors de l'examen du projet de loi anti-gaspillage, avait calculé que McDonald's générerait plus d'un kilo d'emballage

Exit donc les cornets de frites, les cartons de burgers ou les gobelets pour le soda qui finissent à la poubelle, place à leurs versions réutilisables

Stéphane Mandard, Le Monde, 02 janvier 2023

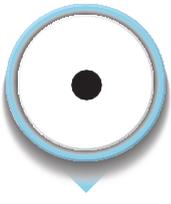
Article 2 : Des voitures à l'hydrogène

Lumière tamisée, musique lounge, camaïeux de gris, le tout, sur un espace géant et épurée... malgré la cohue des premiers temps du Mondial de l'auto, difficile de rater le stand d'Hopium, qui se présente comme « le premier constructeur français de véhicules haut de gamme à hydrogène ».

Au centre de la scène, la principale intéressée : la « Machina vision », première berline de la firme. Autour, un public intrigué et pour répondre aux questions, un certain Jean-Baptiste Djebbari, ancien ministre délégué aux Transports du précédent quinquennat Macron et désormais président du Conseil d'administration de la marque.

« Cette berline à hydrogène vert possède 1 000 km d'autonomie, 500 chevaux et peut passer de 0 à 100 km/h en 5 secondes. Le tout, avec zéro dioxyde de carbone émis et un plein en 3 minutes, comme une voiture essence », détaille l'intéressé. Quid du prix du véhicule ? « 120 000 euros. C'est certes onéreux, mais c'est un premier pas. Vu que l'hydrogène vert a vocation à se développer dans différents secteurs, pas que l'auto, on est confiant sur la baisse des coûts de production au fil du temps. Avec d'autres modèles plus accessibles à l'avenir. »

Mathieu Viviani, Les Échos, 20 octobre 2022



Article 2 : Des voitures à l'hydrogène

Lumière tamisée, musique lounge, camaïeux de gris, le tout, sur un espace géant et épurée... malgré la cohue des premiers temps du Mondial de l'auto, difficile de rater le stand d'Hopium, qui se présente comme « le premier constructeur français de véhicules haut de gamme à hydrogène ».

Au centre de la scène, la principale intéressée : la « Machina vision », première berline de la firme. Autour, un public intrigué et pour répondre aux questions, un certain Jean-Baptiste Djebbari, ancien ministre délégué aux Transports du précédent quinquennat Macron et désormais président du Conseil d'administration de la marque.

« Cette berline à hydrogène vert possède 1 000 km d'autonomie, 500 chevaux et peut passer de 0 à 100 km/h en 5 secondes. Le tout, avec zéro dioxyde de carbone émis et un plein en 3 minutes, comme une voiture essence », détaille l'intéressé. Quid du prix du véhicule ? « 120 000 euros. C'est certes onéreux, mais c'est un premier pas. Vu que l'hydrogène vert a vocation à se développer dans différents secteurs, pas que l'auto, on est confiant sur la baisse des coûts de production au fil du temps. Avec d'autres modèles

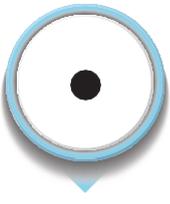
Mathieu Viviani, Les Échos, 20 octobre 2022

Article 3 : En Île-de-France, des bus plus « propres »

Alors que nous exploitons près de 350 lignes de bus en Île-de-France, nous nous sommes engagés dès 2014 dans une évolution technologique et écologique majeure, qui fera de nous des leaders mondiaux, avec l'ensemble de nos 25 centres bus convertis à l'électrique et au biométhane à l'horizon 2025 ! C'est le programme bus2025, qui répond à la volonté d'Île-de-France Mobilités de supprimer les bus diesel du réseau francilien. D'ici fin 2024, le projet bus2025 permettra de diminuer de 50 % les émissions de CO₂ induites par la circulation des bus ; il contribue également de manière significative à l'atteinte de l'objectif de réduction de 50 % des émissions de GES pris par la RATP et il permettra de diminuer les émissions de polluants. La conversion des centres bus est un chantier industriel colossal pour l'entreprise puisque les travaux concerneront jusqu'à 15 centres bus simultanément et mobilisent l'ensemble des compétences du Groupe dont celles de notre filiale RATP Real Estate pour les centres bus électriques.

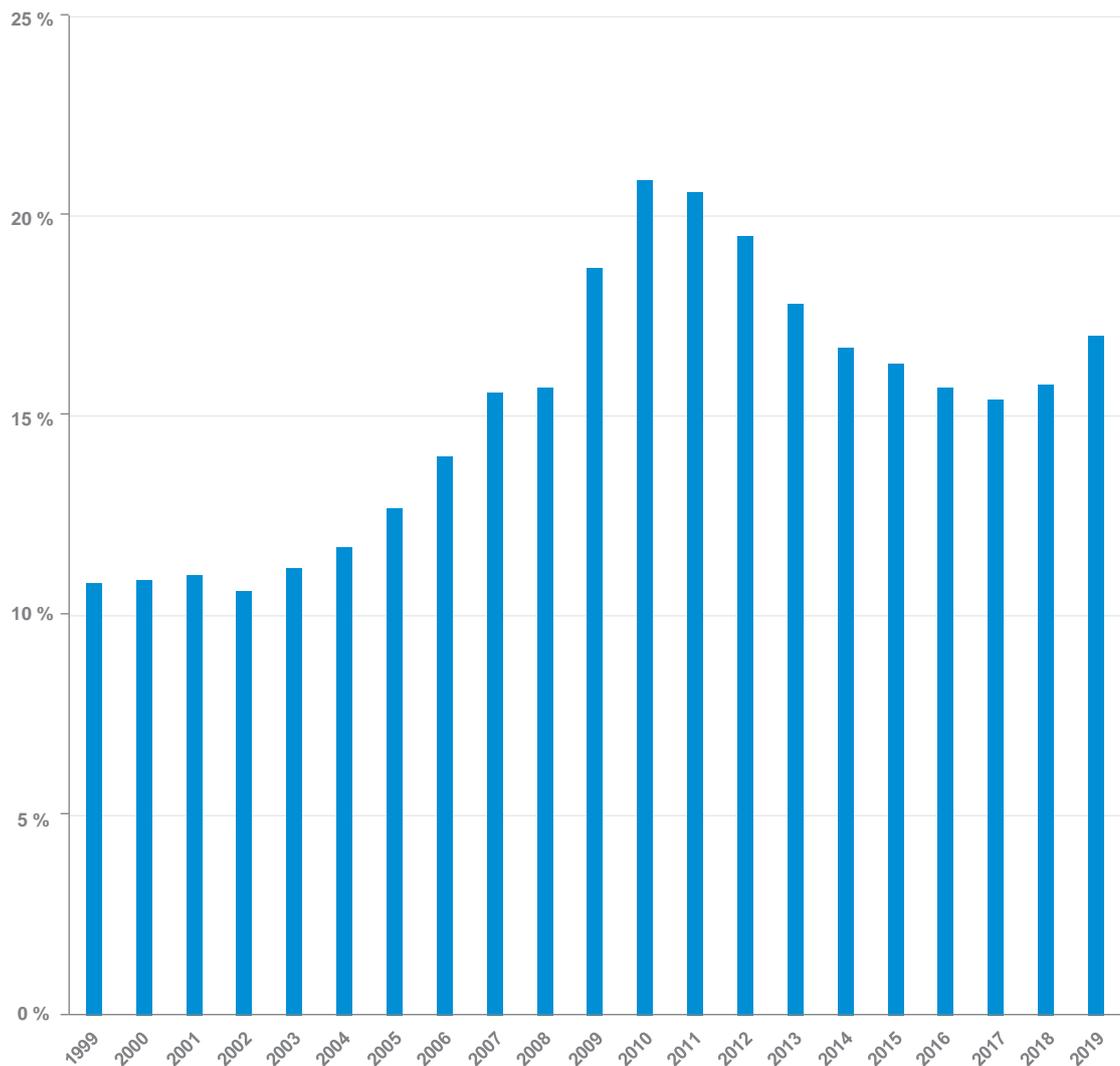
Dans la pratique, ces travaux consistent à raccorder les centres bus au réseau de distribution d'électricité et de biométhane, mettre en place des transformateurs pour l'énergie électrique ou des stations de compression pour le gaz, installer des pistes de charge rapide pour le biométhane et des bornes de charge pour l'énergie électrique, mettre aux normes incendie et environnementales, et également, adapter les ateliers de maintenance à ces nouvelles technologies.

Extrait de l'article « Un parc de bus plus écologique avec bus2025 » - Site internet de la RATP - <https://www.ratp.fr>



Q2. À l'aide du graphique 4 page 7 de la note n° 114 de France Stratégie, formulez une phrase indiquant le sens de la donnée statistique en

Graphique 4 - Part des brevets relatifs à la réduction ou à la capture des émissions dans l'ensemble des brevets triadiques déposés par les entreprises de l'OCDE, 1999-2019

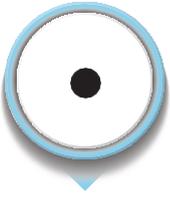


Note : brevets de catégorie Y02. Les brevets triadiques sont déposés à la fois aux États-Unis, en Europe et au Japon. Source : OCDE

Précisions

La capture des émissions de CO₂ consiste à capter le CO₂ dans l'air afin de le conserver sous forme solide ou bien de l'enterrer.

Q4. D'après le graphique 4 de la note n°114 de France Stratégie, caractérisez l'évolution de la part des brevets relatifs à la réduction ou à la capture des émissions dans l'ensemble des brevets triadiques déposés par les entreprises de l'OCDE entre 1999 et 2019.



Exercice 2 : les défis économiques de la transition climatique

OBJECTIFS :

- Comprendre que la transition climatique est confrontée à des défis économiques et sociaux à court terme.
- Comprendre que la transition climatique s'accompagne d'un processus de destruction créatrice.

Q1. *En vous appuyant sur la note de synthèse n°114 de France Stratégie, expliquez pourquoi la croissance économique d'un pays en transition climatique peut être pénalisée à court terme.*

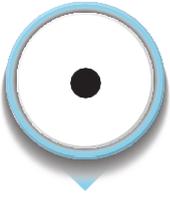
Q2. *En vous appuyant sur la note de synthèse n° 114 de France Stratégie, expliquez pourquoi la transition climatique peut induire de l'inflation à court terme.*

Q3. *D'après la note de synthèse n°114 de France Stratégie, et la vidéo ci-dessous, pourquoi peut-on dire que la transition climatique aura un effet de destruction créatrice ?*



Vidéo réalisée par Anastasia Melachrinou à l'occasion du printemps de l'économie (2019) – L'éco en schéma

<https://www.youtube.com/watch?v=TP5HCpgxadQt>



APPORT

Dans le rapport réalisé en 2018 par le gouvernement intitulé « métiers verts et verdissants : près de 4 millions de professionnels en 2018 », de nombreuses données statistiques illustrent la hausse des emplois de l'économie verte :

Les emplois de l'économie verte concernent directement près de 4 millions de personnes en France.

Les métiers « verts » représentent 0.5 % de l'emploi total et les métiers verdissants » représentent 14 % de l'emploi total.

Pour plus d'informations :

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/metiers-verts-et-verdissants-pres-de-4-millions-de-professionnels->

Q4. *Quels sont les secteurs concernés par les métiers verts ou des métiers verdissants ?*



À PROPOS

**DU PROGRAMME ENSEIGNANTS-ENTREPRISES DE L'INSTITUT DE
L'ENTREPRISE**

Institut de l'entreprise

29, rue de Lisbonne, 75008 Paris

Tél. : 01 53 23 05 49 - Fax. : 01 47 23 79 01

beatrice.couairon@idep.net

- Cette ressource a été réalisée dans le cadre du Programme Enseignants-Entreprises de l'Institut de l'entreprise développé en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale. Retrouvez cette mise en activité sur www.melchior.fr ainsi que des cours de SES, des faits d'actualité, des notes de lecture...
- Créé en 1975, l'Institut de l'entreprise est un think tank indépendant de tout mandat syndical ou politique. Association à but non lucratif, l'Institut de l'entreprise a une triple vocation : être un centre de réflexion, un lieu de rencontre et un pôle de formation.

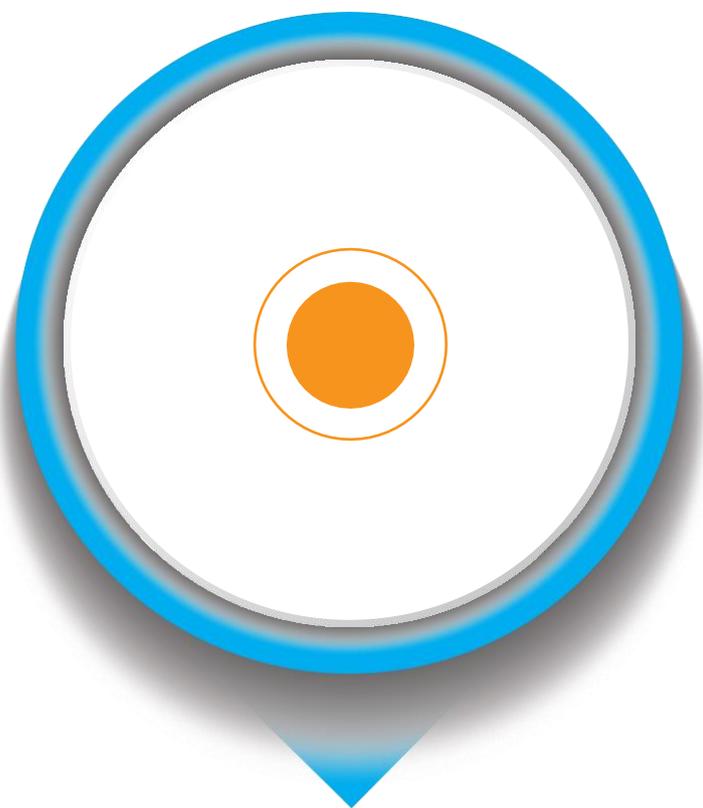


À PROPOS

DE FRANCE STRATÉGIE

- Institution autonome, placée auprès de la Première ministre, France Stratégie contribue à l'action publique et éclaire le débat.
- Elle réalise et diffuse à un public large et aux décideurs publics des études originales sur les grandes évolutions économiques et sociales, et les enjeux de soutenabilité.
- Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement.
- Suivez toute l'actualité de France Stratégie : www.strategie.gouv.fr et sur les réseaux sociaux.





Les publications de France Stratégie sont des ressources que l'on peut proposer aux élèves et mobiliser dans le cadre du traitement des programmes de sciences économiques et sociales. Elles traitent de sujets qui mettent en évidence des enjeux économiques et sociétaux qui entrent en résonance avec ce qui est enseigné.

Les activités proposées à partir de la note d'analyse « L'action climatique : un enjeu macroéconomique » ont pour objectif d'étendre ou d'approfondir certaines connaissances et de travailler des savoir-faire. À partir de la lecture et de l'analyse de documents d'experts, il s'agit de travailler de courts exercices qui éveilleront la curiosité des élèves sur des points d'actualité et inviteront à s'interroger sur les résultats des politiques publiques. Les activités ci-dessous n'ont pas l'ambition d'utiliser chaque élément de la note d'analyse de France Stratégie ; elles constituent un guide pour s'appropriier les principaux enjeux qu'elle met en exergue.

Cette proposition de mise en activité a été pensée de manière modulaire, dans un souci à la fois de liberté et de différenciation pédagogiques.